

Mercrredi, 22 Octobre 1879.

SOMMAIRE.

LORD BEACONSFIELD ET SIR JOHN A. MACDONALD. — ECHOS DU JOUR. — LETTRE D'UN PASSANT. — COUBRIER DU NORD-OUEST. — SERVICE TÉLÉGRAPHIQUE. — COUBRIER DE HELL. — A TRAVERS OTTAWA. — PRINCESSE LOUISE. — LÉGENDE. — POUR PARVENIR. — J. T. SAINT-GERMAIN. — FEUILLETON. — LE GOUVERNEUR. — NAUPT DE NAVERY. — PETITE GAZETTE.

UN PARALLÈLE

Lord Beaconsfield et sir John A. Macdonald.

Disraeli est entré à trente-deux ans dans la vie parlementaire, en 1837, comme député du bourg de Maidstone. C'était peut-être tard dans un pays où les hommes politiques font leurs débuts alors que souvent ils ont à peine leurs dents de sagesse. On sait que pour un, le célèbre Fox pénétra dans la Chambre des communes à l'âge de dix-neuf ans seulement. Il est vrai que ce n'est pas la faute de Disraeli s'il n'y est entré plus tôt, car maintes fois auparavant il avait tenté de forcer les portes du parlement, son ambition étant mal appréciée par des électeurs récalcitrants, surtout ceux de High Wycombe, qui lui firent subir trois échecs successifs. Heureusement qu'en 1847, il trouva un comité selon son cœur, le comté de Buckinghamshire, qui n'a cessé de lui être fidèle jusqu'à son élévation, en 1876, à la Chambre des pairs, c'est-à-dire pendant vingt-neuf ans.

Cette division électorale peut se vanter d'avoir été une véritable pépinière de premiers ministres, car elle n'en avait pas moins de quatre à l'Angleterre avant d'être celui qui devait être plus tard lord Beaconsfield. Rapprochement assez singulier, elle a donné à la mère-patrie autant de premiers ministres que la Virginie a vu naître de présidents des États-Unis.

Sir John Macdonald sut, lui, conquérir d'emblée les suffrages publics. Il n'avait pas trente ans lorsque la ville de Kingston lui confia, en 1844, l'honorable tâche de la représenter dans l'ancienne Chambre d'assemblée du Canada-Uni. Les électeurs lui restèrent fidèles pendant la longue période de trente et un ans, et — fait assez étonnant — lui tournèrent le dos lors de la grande lutte de 1878, pour lui préférer un homme respectable, mais obscur, au moment où presque tout le pays l'élevait sur le pavois avec un enthousiasme sans pareil.

Mais qu'importe au général qu'il tombe sur le champ de bataille, s'il conduit ses troupes à la victoire? Sir John Macdonald était seulement blessé — blessé profondément — dans son amour-propre de chef — mais il n'était pas vaincu. Deux divisions électorales de l'extrême occident du Canada, Marquette (Manitoba), et Vancouver (Colombie-Britannique), se disputèrent immédiatement l'honneur d'avoir pour représentant le chef du cabinet, qui accepta finalement le mandat des électeurs lointains de Vancouver. A leur tour, ceux-ci réparèrent une faute semblable à celle que committit la division électorale de Montréal-Est (1872) lorsqu'elle refusa sa confiance, dans un moment d'aveuglement populaire, au meilleur ami de ses intérêts, au chef de la province de Québec, au regretté sir George E. Cartier — faute que les électeurs de Provencher (Manitoba) furent heureux de pouvoir effacer en élisant à l'unanimité l'un de nos plus grands hommes d'Etat.

Il est probable que l'infidélité de Kingston n'est que passagère et qu'elle s'empressera de la faire oublier à la première occasion, si toutefois elle lui est offerte. Cet exemple d'inconstance populaire n'est pas rare dans l'histoire de l'Angleterre; plusieurs de ses célébrités — notamment Burke, Sheridan, Peel, Macaulay et Gladstone — n'ont pas été traitées avec plus d'égards par le «peuple souverain».

A leur entrée en chambre, tous deux surent se distinguer par leurs talents, par leurs connaissances, par leur ardeur à la lutte. Il est vrai que le premier discours de Disraeli fut siffle, mais il ne manqua pas de s'écrier en terminant: «Je ne suis aucunement surpris de l'accueil que l'on m'a fait. J'ai commencé plusieurs fois bien des choses dans ma vie, et j'ai finalement réussi. Aussi, viendra un jour où je vous forcerai de m'écouter.» Il avait conscience de sa valeur, et il a promptement tenu parole, car depuis de longues années, il n'est pas un homme politique anglais

dont les paroles soient plus attentivement recueillies, bien que plusieurs de ses rivaux puissent lui disputer la palme oratoire.

Après douze années de vie parlementaire, Disraeli devenait chancelier de l'échiquier dans l'administration de lord Derby — qui ne vécut que quelques mois — et prenait en même temps la direction du parti conservateur à la Chambre des communes, qu'il a su garder, sinon sans conteste, du moins sans interruption, jusqu'à son élévation à la pairie. On sait qu'il reprit le même poste de chancelier de l'échiquier dans le second ministère formé par lord Derby, en 1858, lors de la chute du cabinet Palmerston, puis en 1866 dans la troisième administration de lord Derby.

Le succès du ministre canadien fut beaucoup plus rapide. A peine siégeait-il en chambre depuis deux ans et demi qu'il était appelé à former partie du cabinet Draper-Daly comme receveur-général, puis en qualité de commissaire des terres de la couronne. Il passa quatre années dans l'opposition de 1848 à 1854, mais si l'on excepte les quarante-huit heures d'existence du ministère Broyn-Dorion en 1858 — le cabinet le plus éphémère dont on ait souvenir — les deux années du règne libéral en 1863 et 1864, puis les cinq années de l'administration Mackenzie, il forma partie de tous les autres gouvernements qui ont présidé depuis aux destinées du pays, longtemps comme premier ministre et presque toujours comme chef du parti conservateur anglais. C'est dire qu'il a été ministre de la couronne pendant vingt-quatre ans et membre de la chambre basse pendant plus de trente-cinq ans. Quant à Disraeli, il compte au moins quarante-deux années de vie parlementaire, ayant rempli les fonctions de législateur — comme il se plaît à le dire dans son langage oriental — autant d'années que le roi David a régné.

Par la seule force de son talent, Disraeli s'est imposé au parti Tory — le parti le plus aristocratique du monde, malgré bien des préventions contre son métier de faiseur de romans, malgré des antipathies beaucoup plus fortes encore contre la race juive à laquelle appartenait ses ancêtres. On sait que les fils d'Israël n'ont été admis à la Chambre des communes d'Angleterre qu'après de longues années de luttes, longtemps même après que les portes de la législature canadienne — autant d'années que le roi David a régné.

Par la seule force de son talent, Disraeli s'est imposé au parti Tory — le parti le plus aristocratique du monde, malgré bien des préventions contre son métier de faiseur de romans, malgré des antipathies beaucoup plus fortes encore contre la race juive à laquelle appartenait ses ancêtres. On sait que les fils d'Israël n'ont été admis à la Chambre des communes d'Angleterre qu'après de longues années de luttes, longtemps même après que les portes de la législature canadienne — autant d'années que le roi David a régné.

Malgré tant d'obstacles à son avancement, Disraeli ne perdit jamais foi dans son étoile; il s'insinua habilement dans les bonnes grâces des familles aristocratiques, — après en avoir fait des descriptions fort peu flatteuses dans son premier roman de *Vivian Grey*, — triompha des jalousies de ses rivaux par la supériorité de son talent, et personnifia l'esprit national dans ses discours et ses actes politiques au point d'être accepté définitivement par le peuple presque tout entier. Si pas un homme politique n'a eu autant de difficultés à franchir pour devenir premier ministre de la reine, on ne saurait refuser de reconnaître qu'il s'est montré digne de la haute confiance qui lui a été témoignée. En effet, l'histoire dira que ce fils de juif — auquel M. Gladstone a un jour reproché «de n'avoir pas dans les veines une goutte de sang anglais» — s'est montré aussi soucieux de la dignité, de la puissance, de l'agrandissement de l'Angleterre que jamais ministre avant lui, sans excepter Palmerston, ni même l'illustre Pitt, cet anglais *intus et in cute*, comme on l'appelle.

Pour arriver en définitive à la direction du parti conservateur, Disraeli n'hésita pas à abandonner son

chef, sir Robert Peel, à la tête d'une phalange nombreuse (1845), qui fut d'abord commandée par lord George Bentinck, au souvenir duquel son ancien lieutenant a consacré un livre tout à fait intéressant. Cependant la raison d'ambition personnelle peut n'être pas la seule véritable cause de sa défection, car Peel venait de répunder la cause de la protection, à laquelle les députés conservateurs, représentant principalement les districts ruraux, s'étaient identifiés jusqu'alors, pour donner le échiquier à l'Angleterre — transformation économique réclamée par tout le parti libéral, Cobden, Bright et Russell en tête.

C'est dans la lutte impitoyable qu'il dirigea contre sir Robert Peel — lutte qui finit par amener la chute du cabinet — que Disraeli attira sur lui l'attention générale en produisant les ressources de son talent oratoire et les sarcasmes les plus mordants contre son ancien chef, dont il dénonçait l'infidélité aux principes conservateurs. Il n'est pas alors sans intérêt de constater que Disraeli aurait lancé contre ses foudres contre sir Robert Peel, parce que celui-ci désertait la cause de la protection, à laquelle il devait lui-même renoncer quelques années plus tard.

A l'exemple de son illustre prototype, sir John Macdonald finit par enlever le commandement du parti conservateur à son ancien chef, sir Allan McNab, qui lui témoigna son mécontentement en lui faisant la lutte en chambre.

Un critique du chef-conservateur anglais nous dit qu'il a gagné son parti aux idées qui lui sont chères, mais qu'il n'exige pas trop, ne tendant jamais la corde jusqu'à la rompre, sachant aussi faire des sacrifices opportuns non-seulement à ses amis mais à ses ennemis. Sous sa direction, les Tories parfois intolérants et rétrogrades se sont transformés définitivement en conservateurs, c'est-à-dire en hommes attachés aux traditions du passé, attachés à l'essence même des institutions anglaises, mais sachant faire la part du progrès moderne, sachant redresser des abus séculaires, sachant émonder le vieil arbre constitutionnel de ses branches vermineuses.

Dans l'un de ses premiers écrits: *A Vindication of the Constitution*, Disraeli attribue ce même rôle de réformateur du parti Tory à lord Bolingbroke — l'un des contemporains de Walpole — rôle qu'il n'aurait fait alors que continuer, avec un succès néanmoins beaucoup plus remarquable.

Dans une série d'écrits qui n'ont pas été surpassés dans notre littérature — à leur patriotisme inspiré, par leurs vues profondes et judicieuses et par l'éloquence dont ils sont empreints, lord Bolingbroke — dit Disraeli — éleva du Toryisme toutes ces doctrines absurdes et odieuses que ce parti avait adoptées fortuitement, exposa clairement son caractère essentiel et permanent, prépara son avènement au pouvoir, puis cette marche régulière et triomphante que doit toujours produire la politique d'une administration inspirée par l'esprit de nos livres et antiques institutions.

Au Canada, la même transformation s'est opérée sous l'impulsion de sir John Macdonald, depuis l'alliance des Tories haut-canadiens et des réformistes de l'école Baldwin avec le parti français fondé par Lafontaine et Morin, alliance d'où est sorti le grand parti conservateur qui gouverne le pays depuis tant d'années. Cette transformation n'est pas peu surprenante lorsqu'on se rappelle les anciennes luttes du parti Tory contre les droits que réclamaient nos compatriotes avant l'union, puis les discussions orageuses — qui faillirent prendre les proportions d'un soulèvement populaire — occasionnées par la question de l'indemnité des pertes subies par les habitants du Bas-Canada à la suite de l'insurrection de 1837.

Ennemis de la cause française, les Tories ainsi régénérés devinrent nos plus fidèles alliés, les meilleurs défenseurs de nos droits. Pendant plus de dix ans ils nous ont aidé à tenir en échec les clair-griis, qui, à cette époque, ne vivaient que de préjugés religieux et nationaux, soulevant la population anglaise contre nous, au cri de: *No Popery! No French Domination!*

Après avoir donné tout d'abord dans les fautes de son parti, le député de Kingston, devenu ministre, ne tarda pas à comprendre que l'union des races est indispensable pour donner à ce pays un caractère d'homogénéité, et consolider nos institutions politiques, et les efforts qu'il a faits dans ce sens, souvent au dépens de sa popularité parmi ses compatriotes, seront toujours un de ses plus beaux titres de gloire.

JOSEPH TASSÉ.

(A suivre.)

ECHOS DU JOUR.

Notre quatrième page renferme des matières intéressantes.

On dit que le gouvernement fédéral va accorder le droit de passage, à Lévis, pour la voie de l'intercolonial, avec le droit de construire gare, usines, entrepôts, etc.

Il est rumeur que sir A. T. Galt doit partir sous peu pour Londres où il agira en la double qualité d'agent financier et d'immigration. L'honorable M. Annand serait rappelé.

Le lieutenant-gouverneur Robitaille vient de recevoir une adresse de félicitations signée par quatorze cents de ses ci-devant électeurs. Beau témoignage de confiance et d'estime!

Nous croyons savoir que les règlements relatifs aux terres du Nord-Ouest seront amendés de façon à faciliter davantage la colonisation et que l'on connaîtra bientôt les changements.

Deux assemblées politiques ont été tenues aujourd'hui dans la province de Québec, l'une à Saint-Denis, par les conservateurs et l'autre à Longueuil, par les libéraux. L'honorable M. Joly assistait à cette dernière.

Le *Colonist* de Victoria, C. B., approuve le choix de Barrard Inlet fait par le gouvernement, pour le chemin de fer du Pacifique. Il déclare cependant ne pas abandonner l'idée de la construction d'une ligne allant de Nanaimo à Esquimalt.

Le *Fantastique* vient de faire son apparition en cette ville, M. Alphonse Trépanier en étant le propriétaire. Il veut faire son chemin dans le monde en semant ses colonnes d'un esprit de bon aloi. S'il peut remplir ce rôle, un accueil favorable ne lui fera pas défaut.

L'honorable M. Adams, commissaire des terres de la couronne au Nouveau-Brunswick, est actuellement à Québec. Il déclare que son gouvernement se propose de demander l'abolition du conseil législatif à la prochaine session de la législature de cette province.

Une boutade du *London Evening Herald*:

«La santé de M. Letellier s'améliore beaucoup depuis qu'il a quitté Toronto, et chaque mille qui le sépare d'Ontario lui apporte un bien-être sensible. L'atmosphère de cette province n'est pas très-favorable aux dictateurs.»

Le télégraphe nous apprend que le *Daily Times* de Winnipeg vient de passer aux mains de M. Thos Scott, maire et représentant de Winnipeg, qui en sera le rédacteur. Ces jours derniers, M. Tuttle annonçait que depuis six mois sa caisse accusait un déficit de \$6,000; de sorte que le changement n'a rien qui nous étonne.

Pour se donner du courage, les libéraux crient bien fort que la défaite du parti conservateur, le 28, est certaine. *L'Eclair*, encore plus intrépide que ses confrères, a déjà entonné notre *libera* et recommande les funérailles du conseil législatif. Nous verrons bien qui portera le deuil, le jour de l'enterrement.

Les communistes repatriés continuent à donner de l'inquiétude au gouvernement français. Ils s'agitent un peu partout. Hier, le tribunal de la Seine a dû condamner à six mois de prison et 2,000 francs d'amende le fameux Puteaux Humbert, pour discours séditieux. On sait que le susdit venait d'être élu conseiller municipal pour un des arrondissements de Paris. Nous ne serions pas surpris si le gouvernement était obligé de faire reprendre à plusieurs de ces messieurs le chemin de Nourmè.

Toute la presse commente diversement la récente condamnation de sir Francis Hincks. Le passage suivant du *Toronto Telegram* résume assez bien, croyons-nous, l'opinion que tous les hommes modérés se sont formée, dès à présent, au sujet de ce malheureux procès:

«Nous n'hésitons pas à dire qu'aucun homme raisonnable ne voudra croire que sir Francis Hincks est coupable de malhonnêteté ou aurait agi avec mauvaise intention. Le plus qu'on puisse dire de lui, c'est qu'il est coupable d'une négligence qui l'a rendu malheureusement responsable des actes malhonnêtes de son prédécesseur dans les fonctions de gérant de la Banque Consolidée.»

La lettre de résignation de M. Burk, député de West Durham, a été reçue par les autorités. Elle porte pour date le 18 octobre. Les journaux libéraux prétendent que la démission

de M. Burk est due à un mouvement spontané de sa part et que sa détermination de faire faire à M. Blake était ignorée de ses amis politiques les plus intimes. Nous verrons avec plaisir la rentrée de M. Blake, car le parti libéral, démoralisé comme il l'est au parlement fédéral, a grandement besoin d'hommes habiles pour le diriger. Beaucoup de libéraux demandent que M. Blake prenne le commandement, mais M. Mackenzie — appuyé par l'influence du *Globe* — lui cédera-t-il le pas?

Après avoir «pieusement» considéré la situation commerciale du pays, le *Witness* de Montréal dit au cours d'un article:

«Une proclamation publiée dans la *Gazette du Canada* fixe la date du six novembre pour un jour d'actions de grâces. Les Canadiens de toute origine et de toute religion devront fidèlement observer cette fête. Le Canada a mille raisons de rendre au ciel des actions de grâces. La paix et une prospérité toujours croissante ont régné parmi nous durant l'année et l'avenir se présente sous les aspects les plus heureux.»

Voilà qui est très-bien. Mais pourquoi, dans le même numéro, le *Witness* prétend-il «pieusement» que le nouveau tarif va ruiner le pays? Nous avons lu quelque part que la «piété» qui n'est pas sincère est de l'hypocrisie.

Le club des marchands de Boston a donné, un grand dîner à M. T. Bayley Potter, membre du parlement anglais, président du club Cobden et grand avocat du libre-échange. Voici un passage du discours qu'il a prononcé à cette réunion:

«Lorsque nous sommes partis, la situation était bien sombre en Angleterre: le commerce souffrait, les récoltes avaient manqué, de mauvaises nouvelles arrivaient chaque jour du théâtre de la guerre, toutes les classes de la société étaient dans le découragement. Quel contraste nous a frappés en arrivant aux États-Unis! Sur ce continent, toutes les branches du commerce se ravivent, un peuple sage se livre à la culture des arts de la paix et on reçoit une riche récompense.»

Naturellement, M. Potter s'est bien gardé de dire que le contraste qui fait son admiration, est dû à ce que l'Angleterre persiste dans ses théories libre-échangistes et que les États-Unis ont su adopter un judicieux système de protection. Toujours le même système chez les libre-échangistes de tous pays. Ces gens-là sont vraiment sourds à n'entendre pas Dieu tonner.

LETTRE D'UN PASSANT.

Comment les conservateurs mangent trop et les libéraux pas assez. — Déclarations de la presse libérale. — L'étrange idée qu'on se fait de la Providence. — L'époque critique. — Ce que l'on pourrait bien voir.

J'arrive de Québec où j'ai assisté à la grande démonstration en l'honneur de sir John A. Macdonald. Cette soirée marquera dans les annales du pays et les comptes-rendus que la presse conservatrice en a publiés n'en donnent qu'une bien faible idée. Les succès ont été si complets que la presse libérale en a perdu la tramontane et laissé voir un bout d'oreille qu'elle a généralement soin de cacher, mais qui perce de temps à autre. C'est une triste vérité que nous avons, parmi nos petits journalistes rouges, des élèves des communistes les plus avancés et qui, s'ils ne redoutaient point le bon sens de notre population, patageraient chaque jour dans des tirades à la Blanqui ou à la Barodet. Et ne croyez pas que j'exagère: dans les articles que nos petits communistes ont écrit à propos de l'ovation dont sir John a justement été l'objet, ils font, à la population de Québec, Montréal et Trois-Rivières, aux harangues des plus grands pétroleux. «Comment! disent-ils, les conservateurs se réunissent en des banquets somptueux, pendant que le peuple souffre la faim! Vous voyez; de là à soulever les masses, les pousser à la révolte et au pillage, il n'y a pas loin. Et ce sont des journaux de Québec, Montréal et Trois-Rivières qui publient ces choses.»

Cependant, fait singulier, dans les mêmes feuilles, on ne peut s'empêcher d'admettre un retour sensible à la prospérité, d'un bout à l'autre du pays. «Mais cette prospérité, disent-ils, nous la devons à la Providence et la politique des conservateurs n'y est pour rien.» Cette religiosité d'expédition n'est-elle pas vraiment répuhérente de la part d'écrivains qui, dans les mêmes journaux, avancent des principes subversifs de tout ordre social? Ils sont surtout les mêmes et je ne prétends point les corriger, mais il est bon qu'on les connaisse. Certainement, si le Canada commençait à sortir de l'ornière où l'avaient jeté cinq années d'administration libérale, nous devons en remercier la Providence. Mais c'est aussi la Providence qui nous a enseigné ce précepte: «Aide-toi, le ciel t'aidera.» La providence savait bien où nous serions allés si le jour des incapables eût pesé sur nous encore quelques années. Elle seconde les efforts des hommes habiles et énergiques qui ont entrepris de nous sauver: la presse conservatrice a toujours cru ce principe et l'a toujours défendu. Seulement elle trouve mauvaise et indigne cette parade de religiosité que font nos libéraux pour excuser l'obstination de leur aveuglement.

De reste, à mesure que la date du 28 octobre approche, les libéraux de Québec rappellent de plus en plus le voyageur qui chante en traversant la forêt par une nuit sombre, pour

étourdir sa peur. Il me semble pourtant qu'ils devraient être tranquilles:

«Cantibus vacuis coram latrone viator;» «Le voyageur dont la bourse est vide ne craint pas les voleurs.» Les libéraux n'ont rien à perdre, parce qu'ils ont tout perdu: prestige, honneur, crédit, il ne leur reste rien, et ils ne peuvent rien. Aussi, l'on peut se dire en toute sûreté: ils sont gais, ils ont préparé et ils feront quelque mauvais coup le 28 octobre. Cela ne les mènera à rien, chacun le sait. La population est bien revenue sur leur compte et l'opinion universelle est qu'il faut que ça finisse. Mais ils ont encore à leur disposition quelques âmes vénéales; ils achèteront une ou deux voix et s'en iront crier partout que «la grande voix du peuple» a parlé en leur faveur.

Ce courageux adversaire du gouvernement républicain, en France, Paul de Cassagnac recommandait, l'autre jour, à ses amis dans les chambres françaises de voter pour l'amnistie plénière, comme moyen sûr de renverser la république. Je suis bien tenté de dire, à son exemple: «Laissons faire les libéraux; ne nous étonnons point s'ils arrivent, le 28 octobre, armés d'ingénieux politiques reniés par le droit des gens; il y aura peut-être une explosion, mais ils en seront les premières victimes. En d'autres termes, disons nous tranquillement, avec je ne sais plus quel poëte: «Donnez leur de la corde, ils sauront bien l'usage en faire.»

UN PASSANT.  
Ottawa, 22 octobre, 1879.

COURRIER DU NORD-OUEST.

[De notre correspondant spécial.]

Engramme. — Le colonel Smith. — Conseil du Nord-Ouest. — Exposition provinciale. — Liste de Saint-Agathe. — Candidats à Winnipeg. — Banquet à MM. Bowell et Atkins. — Un jugement prévu. — La crise politique.

M. George Germain, bien connu de vos lecteurs, et ci-devant d'Ottawa, a ouvert un magasin à Emerson où il réside maintenant.

M. C. J. Whellams est arrivé d'Angleterre, il y a quelque temps, avec six cents fermiers anglais en route pour les vallées de l'Assiniboine et de la Saskatchewan.

Le *Herald* de Battleford annonce que le colonel Smith D. A. G. envoyé dans le but d'organiser des troupes au Nord-Ouest, a été rappelé. Ce qui indiquerait l'absence de tout danger de conflit.

L'exposition provinciale a eu lieu, cette année, au Portage la Prairie. Il n'y avait pas un grand nombre d'exposants et la pluie a gâté l'affaire le second jour. Cet endroit n'est pas assez central. L'honorable M. Peter Mitchell qui a visité notre province, assistait à l'exposition.

Le conseil du Nord-Ouest qui s'est tenu aujourd'hui le 20 août a repris ses séances, le 12 du mois dernier. On a présenté entre autres, des projets de loi concernant la garde des aliénés dangereux, les feux des prairies, le service des traverses, les relations des maîtres et des serviteurs, la suppression du jeu et l'enregistrement des actes.

A force d'additions et de soustractions, la liste révisée (?) de Sainte Agathe nous laisse apparemment en minorité de quelques voix. M. Tuttle du *Times* prétend que M. Taillefer doit maintenant lui céder le pas. Il était entendu, dit-il, que je m'efforcerais, si la majorité était française, d'être élu. Il ferait de même dans le cas contraire.

M. Taillefer n'a pas encore répondu à cette déclaration que nous recevons aujourd'hui pour ce qu'elle vaut.

Un grand nombre de votants anglais inscrits sur la liste, ne résident pas dans la localité où dans la province. De sorte que réellement nous avons la majorité.

Il ne faut pas trop compter, parait-il, sur le dévouement de M. Tuttle, dont les sympathies nous paraissent fort capricieuses. Ainsi, le capitaine Thomas Scott était le candidat favori du *Times* qui le défendait même contre M. Norquay. Aujourd'hui M. Tuttle serait prêt à imposer, sans même verser un pleur, celui qu'il appelait jadis son ami. Si les conservateurs lui préfèrent un autre homme, qu'il soit fait comme ils le désirent, dit le *Times*. D'un autre côté le *Free Press* déclare que les partisans du capitaine MacMillan ne considéreraient pas son élection — qu'il assure être certaine — comme un triomphe pour les réformistes. La politique fédérale n'est pas en jeu dans cette lutte, proclame l'organe de l'opposition.

Les conservateurs les plus influents se sont réunis et ont décidé d'offrir un banquet, le 20, aux honorables MM. Bowell et Atkins. C'est une démonstration absolument politique: on veut rendre hommage à la législation éclairée et progressive du ministère fédéral actuel. Tout le temps que M. Mackenzie fut au pouvoir, il négligea ou méconnut nos intérêts. On ne s'occupait guère de nous. C'était si loin! Et notre influence dans les destinées du parti régnant devait être si peu redoutable! Aussi, à quoi bon — disaient surtout MM. Mackenzie et Mills — s'inquiéter de ce petit coin de terre qui n'envoie que quatre députés dont le plus puissant s'attache à nous et nous obéit avec la docilité et la complaisance de l'esclave.

Sir John A. Macdonald a su mieux comprendre et apprécier l'importance de développer notre pays, et les con-

servateurs font acte de reconnaissance en accueillant deux de ses collègues avec les honneurs qu'ils méritent.

Ainsi que le télégraphe nous l'a annoncé, la réception de deux députés-commissaires anglais, MM. Fell et Read, avait manqué d'égards. Les autorités prévoyant de suite les fâcheux effets d'un oubli qui devenait une inconvenance ou une marque de mépris, aux yeux des députés, multiplièrent alors leurs attentions. Nous devons dire, en justice, que l'on sut heureusement dissiper les mauvaises impressions d'une arrivée venue de tout bruit.

Après une tournée dans la province, les députés dont on voulait lécher un peu la langue avant leur départ, furent invités à un grand banquet donné par des citoyens et le gouvernement. MM. Peel et Read sans parler autant qu'on l'aurait souhaité, s'accordèrent à dire que le nord-ouest canadien possédait le sol le plus fertile du monde, et que l'Angleterre trouverait ici à devenir une source inépuisable d'approvisionnement. «Ce qui manque à vos territoires, ont-ils dit, ce sont des chemins de fer: hâtez-vous donc la construction. Votre avenir en dépend.»

M. le consul américain ne se fit pas scrupule d'avouer que nos plaines à blé surpassaient celles des États-Unis et que la Russie seule pourrait nous faire concurrence dans quelques années.

Vous avez sans doute appris que M. D. A. Smith triompha (?) de ceux qui contestaient la légalité de son élection. Personne ici ne doutait du résultat. On sait que le juge Bétourneau s'était substitué à son ancien collègue, M. McKeagney — saisi de l'affaire et premier lieu, pour supprimer les votes — à la demande des amis du député élu. Ce procédé extra-judiciaire qui constituait, sinon une usurpation de pouvoir, du moins une insulte à M. McKeagney, dont l'impartialité ne pouvait être suspecte, inspira plus que de la méfiance.

Pourquoi, en effet, se prêter ainsi à un intérêt de la politique, et discréditer par là même la majesté de la justice?

Pourquoi s'autoriser à tort ou à raison, d'une formule légale pour enlever à un magistrat intègre le règlement d'une affaire qu'on lui avait confiée et qu'il devait décider le lendemain même?

Pourquoi se hâter de compter les bulletins et d'expédier toutes les pièces durant la nuit à Ottawa, afin que M. le juge McKeagney ne pût en prendre connaissance, comme il le devait?

Ne pouvait-on attendre encore un jour? Est-ce qu'il y avait péril en la demeure? Enfin, M. Smith courait-il le risque de perdre son élection si le dépouillement de l'urne eût été fait par un autre que M. Bétourneau? Voilà ce que s'est demandé le public et ce qui l'a habité à la pensée du résultat prévu.

Si l'on ajoute à cela le fait que M. Bétourneau est le débiteur de M. D. A. Smith — auquel il vient de donner un certificat de moralité — il sera facile de comprendre les motifs qui auraient dû engager Son Honneur à ne pas compromettre sa dignité et celle du banc.

Il a été résolu d'en appeler à la cour suprême.

Serions-nous prêts d'arriver au dénouement de nos complications politiques? La situation, à en croire les officieux et même les officiels, se dessinerait. Mais qui donc trancherait ainsi le noeud gordien? Dans un récent article, le *Times* annonce que M. Norquay — dont le programme ne se dérobe pas assez à un regard de M. Tuttle — aurait bientôt un collègue catholique et français. C'est-à-dire que M. Royal — à qui les sacrifices personnels n'ont jamais coûté, s'efforcera généreusement pour faire place à M. le sénateur Girard. Nous savons que M. Royal ne veut pas être un obstacle au rapprochement des partis: il tient avant tout à maintenir l'élément qu'il a représenté jusqu'ici avec distinction. Entre l'intérêt et le devoir, M. Royal n'hésitera pas: il n'a jamais hésité durant sa carrière politique à Manitoba.

Comment donc expliquer, me direz-vous, l'attitude hostile des Anglais? Le secret de leur animosité se trouve dans la supériorité même de M. Royal qui a les tousjours obligés à subir l'autorité de l'intelligence. Tout le monde ici reconnaît, sans distinction aucune, que la majorité ne compte pas plus aujourd'hui que par le passé, un seul homme qui puisse être comparé à M. Royal. Il est vrai que la calomnie empoisonnée a voulu noircir le caractère de celui que l'arme loyale de la parole ou de la plume ne pouvait réussir à vaincre. Mais M. Royal a déjà ses dénonciateurs en pleine chambre, et ils sont restés lâchement silencieux.

Est-il possible, au reste, de se représenter M. Norquay invoquant la rigidité de ses principes pour fuir M. Royal? L'imagination la plus déréglée en serait incapable. Non, la conscience du premier ministre ne saurait avoir de pareilles frayeurs: elle ignore les faiblesses de cette nature et a déjà couru hardiment de plus grands dangers. Son entourage en lui sourd la preuve.

M. Girard ne s'écartera sans doute pas, s'il doit s'associer à M. Norquay, des traditions du parti. La paix nous le répétons ne saurait se rétablir au prix de compromis qui pourraient entraîner des pertes irréparables.

MONIYA.

Winnipeg, Man., octobre 1879.

— Assiettes à dîner champêtres, de 8 pouces, \$1.00 la douzaine, chez Shaw, 63, rue Sparks. 18 octobre 1879.